PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 07 juin 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le 07 juin à vingt heures et trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune de BASSIGNAC LE HAUT (Corrèze), dûment convoqués le 03 juin 2024 se sont réunis à la Mairie, en session ordinaire, sous la Présidence de Monsieur TURQUET Jean-Claude, Maire.

Présents : M. CHALLEAT Bernard, M. CHASSAGNE David, M. RAMOND Patrick, M. LAFARGE David, M. GARRELOU Romain, M. TURQUET Jean-Claude, Mme VERNAC Christiane, M. LAVESQUE Guy formant la majorité des membres en exercice.

Absent Excusés : M. CULETTO Daniel (procuration à M. Jean-Claude TURQUET), Mme BENAZECH Annick (procuration à M. Patrick RAMOND).

Mme Christiane VERNAC a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Approbation du procès verbal du 05.04.2024 : à l'unanimité

Délibération N° 2024-17

Mr Ramond prend la parole au sujet du syndicat des Eaux (SE), désirant savoir à quel projet correspond la volonté du SE concernant la future alimentation du plateau en eau potable. Les ressources naturelles seront-elles préservées ? Il estime que les projets du SE ne sont pas clairs surtout à propos du coût. Il pense que le SE s'aligne sur le projet de la Com Com et que ce n'est pas clair. Mr Ramond demande aux conseillers municipaux de voter contre cette délibération à bulletin secret.

Mr. Le Maire répond qu'il ne s'agit pas du projet de la Com Com, que des recherches d'eau ont été faites et qu'aucune de s'est avérée satisfaisante. Mr Ramond regrette le manque d'information et que ce sujet n'ait jamais été abordé en profondeur au niveau du Conseil Municipal. Il voudrait savoir si le projet d'alimentation du plateau à partir d'Argentat est réalisé, la commune sera-t-elle toujours branchée sur les ressources propres du plateau ? Il demande la transparence du projet du SE. Mr le Maire répond qu'il ne s'agit pas du même projet que celui de la Com Com mais bien un projet propre au SE. La Com Com a prévu 3 projets, Mr Ramond dit que la population n'est pas informée ni les élus, il demande à voir le projet du SE puisque M. Turquet est vice-président. Le Maire précise que le SE n'ira pas chercher l'eau dans la Dordogne, le projet du SE étant différent de celui de la com Com et que se sera l'eau de la commune d'Argentat qui alimentera le plateau. Considérant la modification des stats du SE, Mr Ramond reproche qu'une entente se crée et que les responsables du SE cachent les choses.

Les membres du conseil municipal demandent à M. Ramond et au Maire les détails de leur argumentation. Mr Ramond dit qu'il ne faut pas accepter l'intégration des 4 nouvelles communes tant qu'il n'y aura pas un éclaircissement des projets. M. Lafarge préférerait qu'il y ait des études et des projets pour garder l'eau du plateau avec une amélioration du réseau pour limiter les fuites.

Demande de vote secret (1/3 des élus présents soit 3 conseillers) : sept conseillers demandent le vote à bulletin secret.

Question : êtes-vous pour ou contre la modification des statuts du Syndicat des Eaux du Puy du Bassin, sachant qu'il ne s'agit pas d'un rejet de l'adhésion des communes mais un moyen d'obtenir des explications. Vote : 6 pour, 4 contre. Délibération adoptée.

OBJET : Modification des statuts du Syndicat Intercommunal des Eaux du Puy du Bassin

Suite à la délibération du comité syndical des Eaux du Puy du Bassin le 09 avril 2024 approuvant l'intégration de 4 nouvelles collectivités :

- Commune d'Auriac
- Commune d'HautePAGE
- Commune de Saint Geniez-Ô-Merle
- Commune de Servières le Château

Ainsi que la modification des statuts :

Article 1° : en application de l'article L 163.1 du Code des Communes, il est formé entre les communes de :

- AURIAC, BASSIGNAC-LE-HAUT, DARAZAC, HAUTEPAGE, RILHAC-XAINTRIE, SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE, ST-GENIEZ-O-MERLE, SAINT-JULIEN-AUX-BOIS, SAINT-PRIVAT, SERVIÈRES-LE-CHATEAU

un Syndicat qui prend la dénomination de SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUYDU BASSIN, conformément aux arrêtés préfectoraux du 21 juillet 1950, du 12 janvier 1957 et du 28 juillet 2008.

Article 2 : Le Syndicat a pour objet la création, l'extension et le renforcement du réseau public d'alimentation et de distribution en eau potable.

La gestion pourra être assurée soit directement par le Syndicat, soit confiée à une société privée par voie d'affermage ou de concession.

Article 3 : le siège du Syndicat est fixé à St-Privat au 42, rue de la Xaintrie.

Article 4 : le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 5 : en application de l'article L 163.4, L 163-5 et L 163-6 du Code des Communes, le Syndicat est administré par deux délégués élus dans chacune des communes adhérentes.

Chaque commune élit en outre deux délégués suppléants appelés à siéger au Comité Syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des titulaires, sans qu'il soit nécessaire d'aucune procuration.

En cas d'empêchement des suppléants, pouvoir écrit peut alors être donné à un autre membre titulaire, conformément à l'article L121-12 du Code des Communes.

Article 6 : le Bureau du Syndicat est composé de :

1 Président

2 Vice-Présidents

3 autres membres

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau dans les conditions prévues à l'article L 163-13 du Code des Communes.

Article 7 : les présents statuts ne pourront être modifiés par le Comité Syndical qu'à la majorité définie à l'article L 163-1 du Code des Communes.

Article 8 : Monsieur le Trésorier d'Argentat assure les fonctions de Receveur du Syndicat.

Après en avoir délibéré et sur demande d'un tiers des membres du Conseil Municipal d'un vote à bulletin secret, le Conseil Municipal, au vu des résultats de ce vote soit : 6 voix pour et 4 voix contre, **Approuve** la modification des statuts du Syndicat des Eaux

Nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 6
Votes Contre : 4
Abstention : 0

Délibération N° 2024-18

OBJET : Modification de l'Annexe 1 des statuts XVD

Suite à l'approbation par délibération N° 2024-013 par le Conseil Communautaire de la modification de l'annexe 1 des statuts de la communauté de communes XVD, telle que :

MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2022 portant modification des statuts de la communauté

de communes Xaintrie Val' Dordogne,

Vu l'avis favorable du 21 septembre 2022 et du 4 janvier 2023 de la commission «

Tourisme »,

Vu la délibération du 1 juin 2023 portant modification des statuts de la communauté de

communes,

Vu le courrier de Monsieur le Préfet de la Corrèze en date du 4 octobre informant que les conditions de majorités nécessaires à l'approbation de la modification des statuts ne sont pas réunies,

Vu l'avis favorable du 15 mars 2024 du Bureau communautaire,

Considérant que :

Au regard de récentes propositions de la commission « Tourisme » et de la nécessité d'assurer

leur conformité, la communauté de communes se doit de modifier ses statuts, dont les derniers

ont été arrêtés par arrêté du 7 novembre 2022 par Monsieur le Préfet de la Corrèze.

Ces modifications consistent à modifier et compléter l'annexe 1 des statuts concernant la liste

des itinéraires de randonnées.

A l'été 2022, une stagiaire a réalisé une expertise des 38 chemins de randonnées déclarés d'intérêt communautaire. Ce travail a permis l'établissement d'un classement desdits chemins à

partir des critères suivants : distance, durée, dénivelé, difficulté et intérêt. Ces caractéristiques

ont permis de noter de 1 à 5 chaque chemin parcouru.

La commission tourisme propose que les chemins ayant obtenu une note inférieure à 3 ne soit

plus « d'intérêt communautaire », tout en veillant à maintenir au moins 1 chemin par commune.

Ainsi, 8 chemins seraient retirés. Chaque commune concernée a été contactée et informée de

cette proposition.

De plus, les bases VTT au départ de 3 points d'accueil (Argentat-sur-Dordogne, Goules et Servières-le-Château) représentant plus de 600 km de chemins sont désormais entièrement balisées. Pour autant, elles n'apparaissent pas dans les statuts.

Il convient donc de régulariser les statuts en modifiant l'annexe 1.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à la majorité des membres présents, DÉCIDE

Article 1 : *Le Conseil Communautaire approuve les statuts de la communauté de communes*

Xaintrie Val' Dordogne, tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 2: *Le Conseil Communautaire charge Madame la Présidente de notifier la présente délibération aux communes qui, en vertu des dispositions du code général des collectivités territoriales, disposeront d'un délai de trois mois pour se prononcer sur cette modification des statuts.*

Article.3: *Le Conseil Communautaire autorise Madame la Présidente, en cas d'accord à la majorité qualifiée des Conseils Municipaux, à demander à Monsieur le Préfet, de prendre l'arrêté de modification des statuts en découlant.*

Après en avoir délibéré ,le Conseil Municipal **DÉCIDE** d'approuver la modification des statuts votés par la Communauté de Communes le 21 mars 2024.

Nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 8
Votes Contre : 0
Abstention : 2

Délibération N° 2024-19

OBJET : Création d'un emploi permanent d'agent technique à temps non complet de 7h par semaine

Le Maire, rappelle à l'assemblée :

Que conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Considérant le tableau des emplois adopté le 26 octobre 2021

Pour une bonne organisation des services, Le Maire propose à l'assemblée délibérante, suite au renouvellement du Contrat à Durée Déterminée de Mme Agnès FROIDEFOND en attente de sa titularisation prévue au 01 septembre 2024, et suite aux heures complémentaires effectuées par Mme Agnès FROIDEFOND durant son précédent contrat, la création d'un poste de d'Adjoint Technique Territorial, à temps non complet d'une durée hebdomadaire de 07 heures à compter du 01 septembre 2024.

et d'approuver la modification du tableau des emplois tel que suit :

Grades	Filière Technique	Filière Administratif	TOTAL
Agent de Maîtrise Principal	1		1
Agent de Maîtrise	1		1
Adjoint technique principal de 1 ^{ème} classe	1		1
Adjoint Technique Territorial	2		2
Adjoint Administratif Territorial principal de 1 ^{ème} classe		1	1
Adjoint Administratif Territorial		1	1
Total des effectifs	5	2	7

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- décide d'adopter la création d'emplois ainsi proposée à compter du 01 septembre 2024
- précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans des emplois seront inscrits au budget, chapitre 64, articles 6411/6413

Nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

Délibération N° 2024-20

objet ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES PORTE PAR LES SYNDICATS DEPARTEMENTAUX D'ENERGIES DE L'ARIEGE (SDE09), DE L'AVEYRON (SIEDA), DU CANTAL (SDEC), DE LA CORREZE (FDEE 19), DU GARD (SMEG), DU GERS (SDEG), DE LA HAUTE-LOIRE (SDE 43), DES HAUTES-PYRENEES (SDE65) DU LOT (TE46), DE LA LOZERE (SDEE), DES PYRENEES-ORIENTALES (SYDEEL 66), DU TARN (SDET) ET DU TARN-ET-GARONNE (SDE82) POUR L'ACHAT ET LA VALORISATION D'ENERGIES, L'ACHAT DE FOURNITURES, DE SERVICES OU DE TRAVAUX EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGETIQUE

Le conseil Municipal, Vu le Code de l'Energie, Vu le Code de la commande publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales, Vu la convention constitutive jointe en annexe,

Considérant que le Syndicat Départemental d'Énergie de l'Ariège (SDE09), le Syndicat Départemental d'Énergie du Département de l'Aveyron (SIEDA), le Syndicat Départemental d'Énergie du Cantal (SDEC), la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie de la Corrèze (FDEE 19), le Syndicat Départemental d'Énergie du Gers (SDEG), le Syndicat Départemental d'Énergie de la Haute-Loire (SDE43), la Fédération Départementale d'Énergie du Lot (FDEL), le Syndicat Mixte d'Électrification du Gard (SMEG), le Syndicat Départemental d'Électrification et d'Équipement de la Lozère (SDEE), le Syndicat Départemental d'Énergie des Hautes-Pyrénées (SDE65), le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Électricité du Pays Catalan (SYDEEL 66), le Syndicat Départemental d'Énergie du Tarn (SDET) et le Syndicat Départemental d'Énergie de Tarn-et-Garonne (SDE82) :

- ont constitué un groupement de commandes pour l'achat et la valorisation d'énergies, l'achat de fournitures, de services ou de travaux en matière d'efficacité énergétique dont le SDET (Syndicat Départemental d'Énergies du Tarn) est le coordonnateur ;
- qu'en leur qualité de Membres Pilotes dudit groupement, seront les interlocuteurs privilégiés des membres du groupement situés sur leurs territoires respectifs.

Considérant que les Membres pilotes précités souhaitent renforcer les compétences mises à dispositions des acteurs de leurs territoires en les regroupant au sein d'un groupement de commandes qui se matérialise par une nouvelle convention constitutive entre ses membres. Considérant que cette nouvelle convention constitutive entrainera la résiliation de l'actuelle convention constitutive dans un délai de six mois à compter du terme des marchés ou accords-cadres passés dans le cadre de la convention actuelle.

Considérant que la commune de Bassignac le Haut au regard de ses propres besoins, a un intérêt à adhérer à ce groupement de commandes,

Etant précisé que la commune de Bassignac le Haut sera systématiquement amenée à confirmer son engagement à l'occasion du lancement de chaque marché ou accord-cadre passé dans le cadre du groupement pour ses différents besoins.

Au vu de ces éléments et sur proposition Monsieur le Maire, le conseil municipal :

- Décide de l'adhésion de la commune de Bassignac le Haut au groupement de commandes précité.
- Approuve la convention constitutive du groupement de commandes jointe en annexe à la présente délibération.
- Autorise Monsieur le Maire à signer de la convention constitutive pour le compte de la commune.
- Prend acte des missions dévolues aux Membres Pilotes décrites au 5.2 de la convention constitutive et que le Membre Pilote de son département (ou le Membre Pilote auprès duquel il a été fait part du souhait d'adhésion au Groupement pour les membres dont le siège est localisé en dehors des départements des Membres Pilotes), ou par défaut le coordonnateur, demeure l'interlocuteur privilégié de la commune.
- Prend acte des missions dévolues au coordonnateur décrites au 4.2 de la convention constitutive et autorise notamment le coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Bassignac le Haut, et ce sans distinction de procédures.
- S'engage à régler les sommes dues aux titulaires des marchés retenus par le groupement de commandes et à les inscrire préalablement à son budget.
- Habilite le coordonnateur à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires des réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison de la commune de Bassignac le Haut

Nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

Délibération N° 2024-21**OBJET : SUBVENTIONS 2024 AUX ASSOCIATIONS**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'une enveloppe a été votée dans le budget primitif pour les subventions de l'année et qu'il convient à ce jour de voter les montants ainsi que les bénéficiaires. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal fixe ainsi qu'il suit les subventions pour l'année 2024 :

Tennis de Table	200
FNACA Bassignac	200
Société de chasse	1200
Moto Club Tourisme	300
Œuvre des Pupilles Sapeurs-Pompiers	100
Amicale Européenne de la Xaintrie	100
Les Xaintrigolos	100
A.P.A.X.	100
Comité des Fêtes Bassignac le Haut	1000
Le Fil des Aidants	100
Festiv'Art	1000
Ass Parents Elèves RPI St Privat/St Julien	100
Les Comètes	100
Les Amis de la Bourrée	100
Carrefour de l'Amitié	100
Dordogne de Villages en Barrages	100
SPAUR	100
Pétanque Xaintricoise-*+	100
TOTAL	5100 €

La somme nécessaire au paiement de ces subventions est prévue au Budget Primitif 2024. Le versement des subventions est subordonné à la réception d'une demande de la part de l'association concernée qui devra fournir un compte rendu financier, les projets pour l'année et un RIB.

Nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

Questions diverse :

Passage de 6 à 7 heures de travail hebdomadaire pour l'agent d'entretien et titularisation : le conseil est d'accord à l'unanimité

Discussion lors du prochain conseil sur la prise en charge totale ou partielle des frais pour les dégâts occasionnés par les animaux payés par la Société de Chasse.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire déclare la séance close à 23h30.

Le Maire, Jean-Claude TURQUET

La secrétaire , Christiane Vernac